

## Tribune

Après les récentes et fortes tensions vécues par le monde agricole dans le cadre de la réforme de la PAC tendant à la dérégulation des marchés, et après la chute du cours des céréales depuis 2007, c'est le secteur laitier qui est maintenant frappé de plein fouet.

Face au désarroi du monde agricole, il était une urgence : obtenir de l'Union européenne un niveau de prix équitable pour les producteurs de lait.

C'est chose faite grâce à l'implication de Michel Barnier.

Il reste pour autant une triple nécessité :

- Amener les participants de la filière (producteurs, transformateurs et distributeurs) à négocier un accord durable sur un partage plus équitable des marges qui doit se traduire logiquement par une hausse du prix payé au producteur ;
- Exiger de l'Union européenne, face à la volatilité des cours, qu'elle remette en place les outils de régulation des marchés et renonce dans l'immédiat à l'attribution de quotas supplémentaires ;
- Corriger certains effets de la loi de modernisation de l'économie qui ne donne pas encore toute satisfaction dans ses dispositions relatives aux marges, et qui, en l'état actuel des choses, fragilise dangereusement les producteurs et les transformateurs. A cet égard, l'observatoire des marges et la DGCCRF doivent jouer pleinement leur rôle.

Mais si elle doit être traitée au plus tôt, la crise actuelle ne fait que rappeler avec force l'impérieuse obligation de refonder une politique agricole commune qui n'aurait jamais dû cesser d'être l'une des grandes priorités stratégiques de l'Union européenne. La forte croissance démographique et les besoins alimentaires inhérents, les potentiels d'utilisation des produits agricoles à des fins non-alimentaires (notamment énergétiques), l'augmentation des aléas liés aux risques climatiques et sanitaires sont autant d'éléments qui font que l'agriculture redevient de plus en plus un enjeu international majeur.

S'opposant au démantèlement de l'organisation et des mécanismes de ce qui fut une grande réussite des années 1960 et 70, la France doit s'engager dans les futures négociations agricoles européennes avec le triple objectif d'autosuffisance, de respect des principes du développement durable et de régulation et de transparence des marchés afin que le monde agricole puisse répondre à ces nouveaux enjeux et vivre décemment de sa production.

Face à une agriculture intensive et productiviste, nous défendons une certaine conception du monde rural et d'une agriculture à visage humain.

